■■■ Quant à la politique étrangère, là aussi, Biden ne pourra pas se contenter de refaire du Obama. Les observateurs s'attendent à retrouver certaines similarités : sur la Chine, il devrait poursuivre l'isolement de celle-ci, engagé par son ami ; sur l'Iran, il pourrait être tenté de reprendre le rapprochement annihilé par Trump ; sur le climat, on s'attend à ce qu'il remette l'Amérique au milieu des nations ayant signé l'accord de Paris.

La fin d'une ère. Mais c'est sur le commerce et les accords de libre-échange que la différence devrait être la plus marquante. « *Les hommes politiques doivent aller au-delà de l'idée, autrefois acceptée par tous, selon laquelle chaque accord commercial est forcément bénéfique et que la réponse aux problèmes est toujours davantage de commerce.* » La sentence est cinglante, surtout qu'elle est signée de deux penseurs parmi les plus influents du pays : Jack Sullivan et Jennifer Harris, anciens conseillers de Barack Obama et d'Hillary Clinton. Eux qui ont œuvré à bâtir ce monde de libre-échange appellent aujourd'hui à le dépasser, signant la fin d'une ère qui, de George Bush à Barack Obama, a guidé l'Amérique. Trump et son « *America First* » pourraient n'avoir été qu'un avant-goût de ce nouveau monde...

La guerre froide avec la Chine, la récession, la pandémie, les tensions raciales... Une chose est sûre, si Biden accède au pouvoir, le début de son mandat s'annonce encore plus délicat que celui d'Obama, arrivé à la Maison-Blanche en pleine crise financière. Le futur président sera contraint d'opter d'entrée pour des mesures radicales, en espérant que le Congrès ne lui sera pas trop défavorable. En termes de politique, il pourrait donc marquer le pays d'une empreinte encore plus forte que celle de son mentor. Mais il est un domaine dans lequel il ne l'égalera jamais, selon Steven Levingston : « *Quoi qu'il arrive, en termes d'aura et de charisme, il ne boxera jamais dans la même catégorie que celle d'Obama.* » ■

Autocensure au

Politiquement correct. Un rédacteur en chef viré, une rédaction divisée... le quotidien est en pleine crise existentielle.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE,
CORRESPONDANTE AUX ÉTATS-UNIS

Rétrospectivement, James Bennet se dit qu'il aurait mieux fait de lire la tribune avant de la publier. Le responsable de la rubrique « Opinion » la plus influente du pays a, sans le vouloir, déclenché une révolte dans la rédaction et perdu son emploi. Le 3 juin, le *New York Times* publie un texte signé par Tom Cotton, un sénateur républicain très à droite. Sous le titre « Envoyons l'armée », il appelle à déployer les forces militaires pour mettre un terme aux manifestations contre la brutalité policière. « *Les émeutiers ont plongé nombre de villes américaines dans l'anarchie*, écrit le sénateur. *Une chose par-dessus tout va restaurer l'ordre dans les rues : une démonstration de force écrasante pour disperser, appréhender et, en fin de compte, dissuader les criminels.* » La parution de cette tribune provoque une levée de boucliers sans précédent au sein de la « Dame en gris », comme on surnomme le grand quotidien new-yorkais. En réponse, des douzaines de journalistes se répandent sur Twitter avec le message : « *Publier ceci met en danger les employés noirs du New York Times.* »

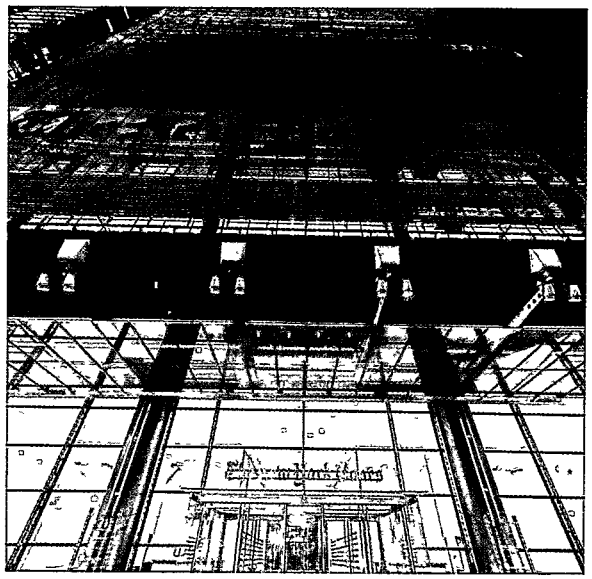
La mobilisation populaire provoquée par la mort de George Floyd, cet Afro-Américain tué par la police à Minneapolis, oblige les médias à repenser la manière dont ils gèrent eux-mêmes la discrimination raciale rampante dans les salles de rédaction. James Bennet se défend via Twitter. Les pages « Opinion », selon lui, doivent présenter des points de vue différents, même lorsqu'ils vont à l'encontre de la sensibilité de gauche des lecteurs. A. G. Sulzberger, le directeur du journal, commence par le soutenir. Mais la rébellion redouble. D'autant qu'on apprend au passage que c'est James Bennet qui a sollicité Tom Cotton, et qu'il n'a pas lu son texte avant publication. Plus d'un millier d'employés du journal signent une pétition, dénonçant des mots qui « *semblent appeler à la violence, promouvoir la haine et s'appuient sur plusieurs erreurs factuelles*, disent-ils. *Son message sape notre travail et heurte nos standards* ». Ce n'est pas la première fois que la rubrique tenue par James Bennet fait scandale. L'an dernier, le *New York Times* a dû s'excuser après la publication d'une caricature jugée antisémite. On y voyait un président Trump aveugle, coiffé d'une kippa, guidé par un chien à la tête de Benyamin Netanyahou. En décembre, Bret Stephens, un chroniqueur de droite, s'est fait accuser de reprendre des thèses eugénistes. Il affirmait que les juifs ashkénazes étaient plus intelligents que la moyenne.

Au *New York Times*, la direction enchaîne les réunions de crise. Le lendemain de la parution de la tribune de Tom Cotton, un communiqué rejette la faute sur un « *processus éditorial bâclé* ». Au cours d'une conférence houleuse avec le personnel, un James Bennet larmoyant fait son mea culpa. A. G. Sulzberger concède que la tribune n'aurait jamais dû être publiée. « *Le ton était méprisant et l'article inutilement et délibérément incendiaire* », reconnaît-il. Deux jours plus tard, James Bennet démissionne et son adjoint est mis au placard. Au sein du quotidien, ce limogeage express ne fait pas

« New York Times »

l'unanimité. *« Le revirement du journal et ses excuses sont un abandon gênant des principes »*, tweete Michael Powell, un journaliste sportif. La chroniqueuse Michelle Goldberg résume son dilemme. Au départ, raconte-t-elle, elle était favorable à la parution du point de vue du sénateur, *« figure importante du Parti républicain »*. Mais en voyant la *« réaction angoissée »* de ses confrères, elle s'est mise à *« douter »* du bien-fondé d'offrir un espace à des *« opinions proto-fascistes »*. D'autres, à l'extérieur, sont moins charitables. *« L'objection initiale que le texte d'un sénateur puisse mettre en danger la vie des employés est complètement dingue. Ce concept nous vient des campus universitaires où l'on protège les étudiants contre des discours jugés violents,* analyse Matt Welch, éditorialiste à *Reason*, le magazine libertarien. *Ce journal a la prétention d'animer des débats d'idées sur la place publique, mais là, il ne joue plus les modérateurs, il joue au flic en décidant qu'il n'accepte plus les positions de gens qui représentent 40 % du pays. »*

Objectivité. La révolte s'étend à toute la presse. Et les têtes tombent. Stan Wischnowski, le rédacteur en chef du *Philadelphia Inquirer*, a démissionné après la parution d'un article déplorant la destruction de bâtiments historiques pendant les manifs. Le titre « Buildings Matter, Too » parodiait Black Lives Matter, le slogan du mouvement antiraciste. *« C'est profondément offensant. Nous n'aurions pas dû l'imprimer »*, déclare la direction. La *Pittsburgh Post-Gazette* est aussi sur la sellette pour avoir interdit à une de ses journalistes noires de couvrir les manifestations. Les tweets de celle-ci, selon ses chefs, manquaient d'objectivité. Le plus extraordinaire reste la démission de deux femmes, responsables du *Missourian*, en protestation contre une caricature jugée raciste publiée par le directeur de la publication qui n'est autre que... leur père !



Controversé. James Bennet (ci-dessous), ex-responsable de la rubrique « Opinion » du « New York Times » (ci-dessus, le siège du journal, à Manhattan).



ANDREW HARNIK/AP/SIPA – BEN BAKER/REDUX-RÉA

Le vent de fronde secoue même des médias peu politisés. Des responsables de la revue de cinéma *Variety* et du site de mode Refinery29, accusés d'entretenir une culture de discrimination raciale, ont été poussés dehors. Adam Rapoport, le rédacteur en chef de *Bon Appetit*, un magazine culinaire, a dû, lui, démissionner après la parution d'une ancienne photo le montrant déguisé en Portoricain. Dans la foulée, on l'accuse de sous-payer les employés noirs et latinos et de snober la cuisine ethnique. Le magazine s'est confondu en excuses : *« Nous nous sommes rendus complices d'une culture que nous rejetons... Les recettes, les articles et les personnages sont trop souvent axés sur un point de vue blanc. » « Nous sommes en pleine hystérie collective. Et les décisions prises sous la pression populaire ne sont pas nécessairement les meilleures »*, estime Matt Welch.

Vieille garde. Le malaise de la presse est similaire à celui des manifestations. Les nouvelles générations bien plus métissées se heurtent à la vieille garde blanche et mâle. Près de trois quarts des journalistes américains sont blancs, selon le Pew Research Center. Les commentateurs de droite y voient une bataille entre jeunes reporteurs, qui au nom de la diversité sont enclins à censurer tout discours jugé dérangeant ou orienté, et leurs aînés, soucieux de maintenir une certaine « objectivité ». La mort de George Floyd a accéléré l'évolution – voire la révolution – culturelle. Le jour de la démission de James Bennet, Nikole Hannah-Jones, une de ses collègues afro-américaine, a déclaré sur CNN : *« Cette adhésion à l'impartialité, au bilatéralisme... ne fonctionne pas dans les circonstances politiques actuelles. »* Wesley Lowery, un reporteur noir, a enchéri dans un tweet : *« Il faut reconstruire notre industrie pour qu'elle opère à partir d'une plateforme de transparence morale. »* De telles déclarations suscitent des grincements de dents. *« Transparence morale peut facilement signifier qu'il n'y a qu'une seule vérité et que si l'on en dévie, on est cuit »*, rétorque Roger Cohen, chroniqueur au *New York Times*. Dans ces conditions, un forum de vues diverses a-t-il encore une utilité ? Pas vraiment pour Charles Whitaker, doyen de l'école de journalisme de l'université Northwestern. *« On est tellement polarisé qu'une tribune n'a plus d'impact sur le lecteur. Et on a déjà toutes les opinions possibles sur Internet et Twitter. »* □

« Ce journal a la prétention d'animer des débats d'idées sur la place publique, mais là, il ne joue plus les modérateurs, il joue au flic. » Matt Welch